

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
DE PROGRAMMATION INTEGRATION SOCIALE,
LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET ECONOMIE SOCIALE**

[C – 2007/02163]

**22 AOUT 2007. — Circulaire
relative à la nouvelle procédure d’asile
et à son impact sur le droit à l’aide sociale**

Introduction

Une nouvelle procédure d’asile est mise en place à partir du 1^{er} juin 2007. Elle s’accompagne d’une réforme de l’accueil des demandeurs d’asile (entrée en vigueur au 7 mai 2007).

Les lois comportant ces nouvelles dispositions sont les suivantes :

— la loi du 15 septembre 2006 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l’accès au territoire, le séjour, l’établissement et l’éloignement des étrangers (*Moniteur belge* 6 octobre 2006);

— la loi du 15 septembre 2006 réformant le Conseil d’Etat et créant un Conseil du Contentieux des Etrangers (*Moniteur belge* 6 octobre 2006);

— les lois du 27 décembre 2006 portant dispositions diverses (I) et (II) (*Moniteur belge* 28 décembre 2006);

— la loi du 12 janvier 2007 sur l’accueil des demandeurs d’asile et de certaines autres catégories d’étrangers (*Moniteur belge* 7 mai 2007) + erratum (*Moniteur belge* 7 juin 2007);

— la loi du 21 avril 2007 modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne les contestations relatives à l’octroi, à la révision et au refus de l’aide matérielle (*Moniteur belge* 7 mai 2007).

La présente circulaire a pour but de dégager les éléments essentiels de ces réformes et leur impact en ce qui concerne particulièrement les C.P.A.S.

Seront ainsi abordés successivement :

— la procédure d’asile et la protection subsidiaire (I);

— le droit à l’aide sociale dans le cadre de la procédure d’asile et de la protection subsidiaire (II);

— les mesures transitoires concernant les anciennes demandes d’asile (III);

— le remboursement des frais pharmaceutiques et médicaux pour les demandeurs d’asile auxquels une ILA a été désignée (IV);

— la compétence du C.P.A.S (V).

I. La procédure d’asile et la protection subsidiaire

Plusieurs grandes modifications sont apportées :

— l’introduction d’une demande d’asile accompagnée en même temps d’une demande de protection subsidiaire (la première sera examinée en priorité);

— plus de distinction entre la phase de recevabilité et la phase au fond;

— la création d’une nouvelle juridiction administrative de recours : le Conseil du Contentieux des Etrangers (qui remplace la Commission Permanente de recours des Réfugiés);

— le Conseil d’Etat devient une juridiction de cassation.

En résumé :

1. L’Office des étrangers (OE) réceptionne la demande d’asile et vérifie si la Belgique est l’Etat responsable de l’examen de la demande d’asile. Ensuite, il transmet la demande au CGRA (à l’exception des demandes ayant fait l’objet d’une décision de non prise en considération en cas de demandes multiples ou d’une décision de reprise par un autre Etat).

**PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST
MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE, ARMOEDEBESTRIJDING
EN SOCIALE ECONOMIE**

[C – 2007/02163]

**22 AUGUSTUS 2007. — Omzendbrief
betreffende de nieuwe asielprocedure
en zijn gevolgen voor de maatschappelijke dienstverlening**

Inleiding

Vanaf 1 juni 2007 werd een nieuwe asielprocedure ingevoerd. Dit ging gepaard met een hervorming van de opvang van asielzoekers (in werking getreden vanaf 7 mei 2007).

De nieuwe bepalingen zijn terug te vinden in volgende wetten :

— de wet van 15 september 2006 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (*Belgisch Staatsblad* 6 oktober 2006);

— de wet van 15 september 2006 tot hervorming van de Raad van State en tot oprichting van een Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (*Belgisch Staatsblad* 6 oktober 2006);

— de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I) en (II) (*Belgisch Staatsblad* 28 december 2006);

— de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen (*Belgisch Staatsblad* 7 mei 2007) + erratum (*Belgisch Staatsblad* 7 juni 2007);

— de wet van 21 april 2007 tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de geschillen inzake de toewijzing, de herziening en de weigering van de materiële hulp (*Belgisch Staatsblad* 7 mei 2007).

Deze omzendbrief verduidelijkt wat de impact van deze hervormingen is voor de O.C.M.W.’s.

Komen achtereenvolgens aan bod :

— de asielprocedure en het subsidiaire beschermingstatuut (I);

— het recht op maatschappelijke dienstverlening in het kader van de asielprocedure en van het subsidiaire beschermingstatuut (II);

— de overgangsbepalingen voor de lopende asielaanvragen (III);

— de terugbetaling van de medische en farmaceutische kosten voor de asielzoekers die toegewezen zijn aan een LOI (IV);

— de bevoegdheid van de O.C.M.W.’s (V).

I. De asielprocedure en het subsidiaire beschermingstatuut

Belangrijkste nieuwigheden :

— wie asiel aanvraagt, vraagt ook het subsidiaire beschermingstatuut aan (de asielaanvraag wordt eerst onderzocht);

— geen onderscheid meer tussen de ontvankelijkheidsfase en gegrondheidsfase;

— de oprichting van een nieuw administratief rechtscollege: de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (ter vervanging van de Vaste Beroepscommissie voor Vluchtelingen);

— de Raad van State wordt een cassatierechter.

De nieuwe procedure in grote lijnen :

1. de Dienst Vreemdelingenzaken (DVZ) ontvangt de aanvraag en onderzoekt of België verantwoordelijk is voor het onderzoek ervan. Vervolgens wordt de vraag overgemaakt aan het CGVS (behalve de dossiers waar de aanvraag niet in aanmerking werd genomen omwille van een meervoudige aanvraag of de overname door een ander land).

2. le Commissariat général aux Réfugiés et Apatrides (CGRA) statue sur la demande d'asile et la demande de protection subsidiaire.

La protection subsidiaire est accordée à l'étranger qui ne peut être considéré ni comme réfugié ni comme gravement malade, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine, il encourrait un risque réel de subir les atteintes graves prévues dans la loi précitée de 1980.

3. les recours auprès du Conseil du Contentieux des Etrangers (CCE)

1) soit un recours de pleine juridiction à introduire dans les 15 jours suivant la notification des décisions du CGRA (sauf celles concernant les demandeurs d'asile européens). Ce recours est suspensif.

2) soit un recours en annulation à introduire dans les 30 jours de la notification de la décision prise par l'OE et de la décision prise par le CGRA concernant l'asile et la protection subsidiaire pour les européens. En principe, ce recours est non suspensif mais la loi prévoit des exceptions dans le cadre notamment du regroupement familial, du droit de séjour des européens...

En outre, l'étranger peut introduire une demande de suspension (référé administratif) permettant au CCE de suspendre l'exécution d'une décision lorsque celle-ci est susceptible d'annulation et de prendre des mesures provisoires.

4. le recours au Conseil d'Etat (CE)

Le seul recours possible contre les décisions du CCE est le pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat, à introduire dans un délai de 30 jours à dater de la notification de la décision contestée. Les effets de ce recours ne sont pas suspensifs. La loi a mis en place une procédure de filtre (admissibilité) du recours. Si le recours est fondé, il y a renvoi de l'affaire devant le CCE.

II. Le droit à l'aide sociale dans le cadre de la procédure d'asile et de la protection subsidiaire

1) Pendant la procédure

De manière générale, le demandeur d'asile a droit à l'aide matérielle dès l'introduction de sa demande d'asile, et ce durant toute la procédure d'asile, en ce compris pendant le recours introduit tant devant le CCE (lorsqu'il s'agit d'un recours de pleine juridiction) que devant le Conseil d'Etat (recours en cassation). Le bénéfice de l'aide matérielle s'applique également pendant les délais pour introduire ces recours. Cette aide matérielle lui est fournie au sein d'une structure d'accueil chargée de lui assurer l'aide nécessaire pour mener une vie conforme à la dignité humaine.

C'est FEDASIL qui lui désigne soit une structure communautaire d'accueil, soit une structure individuelle d'accueil.

Voir en ce sens la note explicative de FEDASIL : <http://www.fedasil.be/home/attachment/i/12143>

2) A la fin de la procédure

* si la demande d'asile et la protection subsidiaire sont refusées (1) et qu'un ordre de quitter le territoire (OQT) a été notifié : l'étranger se trouve en séjour illégal à l'expiration du délai de l'OQT. Seule l'aide médicale urgente pourra être octroyée sauf s'il s'agit d'un mineur accompagné de parents séjournant illégalement sur le territoire auquel cas l'aide matérielle peut être fournie dans un centre fédéral d'accueil.

Dans des situations exceptionnelles prévues à l'article 7 de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers, le bénéfice de l'aide matérielle est prolongé. Ainsi l'étranger débouté qui signe un engagement de retour volontaire, continue à bénéficier de l'aide matérielle dans une structure d'accueil jusqu'au départ de l'intéressé (sauf si ce départ est reporté à cause de son seul comportement) (2).

* si la demande d'asile est acceptée: l'étranger est considéré comme réfugié et se voit délivrer un CIRE à durée illimitée. A la date de reconnaissance de ce statut, s'ouvre pour lui le droit à l'intégration sociale.

2. het Commissariaat-Generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen (CGVS) spreekt zich uit over de asielaanvraag en over de aanvraag tot subsidiaire bescherming.

Het subsidiaire beschermingstatuut wordt toegekend aan de vreemdeling die noch als vluchteling, noch als ernstig zieke kan erkend worden en voor wie er ernstige motieven aanwezig zijn om te geloven dat hij een reëel risico loopt op ernstige schade (cf. voormelde wet van 1980) bij terugkeer naar zijn land.

3. het beroep bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (RVV) is

1) hetzij een beroep met volle rechtsmacht in te dienen binnen de 15 dagen volgend op de kennisgeving van de beslissing van CGVS (behalve voor Europese asielzoekers). Dit beroep is schorsend.

2) hetzij een annulatieberoep in te dienen binnen de 30 dagen volgend op de kennisgeving van de beslissing van DVZ en van de beslissing van het CGVS betreffende het asiel en het subsidiaire beschermingstatuut voor EU-burgers. In principe is dit beroep niet schorsend, maar de wet voorziet uitzonderingen in het kader van o.a. gezinshereniging, het verblijfsrecht van de Europeanen...

Bovendien kan de vreemdeling een verzoek tot schorsing indienen (bij administratief kortgeding) van de beslissingen die vatbaar zijn voor een annulatieberoep. De RVV kan de uitvoering van de beslissing schorsen en voorlopige maatregelen nemen.

4. het beroep bij de Raad van State (RvSt)

Tegen de beslissing van de RVV kan alleen een cassatieberoep ingesteld worden bij de RvSt, in te dienen binnen een termijn van 30 dagen vanaf de betekening van de betwiste beslissing. Dit beroep is niet schorsend. De wet heeft een filterprocedure (toelaatbaarheid) voor het beroep ingesteld. Indien het beroep gegrond wordt verklaard, wordt de zaak terug naar de RVV gestuurd.

II. Het recht op maatschappelijke dienstverlening in het kader van de asielprocedure en het subsidiair beschermingstatuut

1) Tijdens de procedure

Over het algemeen heeft de asielzoeker recht op materiële hulp vanaf de indiening van de asielaanvraag, en dit gedurende heel de asielprocedure, met inbegrip van de beroepsprocedure bij de RVV (in geval van een beroep met volle rechtsmacht) of bij de Raad van State (het cassatieberoep). Deze materiële hulp wordt ook toegekend tijdens de termijnen om beroep in te stellen. Zij wordt verstrekt in een opvangstructuur die belast is met het verlenen van de noodzakelijke dienstverlening om een menswaardig leven te kunnen leiden.

Het is FEDASIL die hetzij een collectieve, hetzij een individuele opvangstructuur zal toekennen aan de asielzoeker.

Zie ook de informatieve nota van FEDASIL : <http://www.fedasil.be/home/attachment/i/12143>.

2) Op het einde van de procedure

* indien de asielaanvraag en de vraag tot subsidiaire bescherming worden afgewezen (1) en er een bevel om het grondgebied (BGV) te verlaten wordt betekend, verblijft de afgewezen asielzoeker illegaal op het grondgebied na de beëindiging van de termijn van het BGV. In dat geval kan er enkel dringende medische hulp toegekend worden en, wanneer het gaat om minderjarige kinderen die begeleid worden door ouders die illegaal op het grondgebied verblijven, materiële hulp in een federaal opvangcentrum.

In uitzonderlijke situaties, bepaald in artikel 7 van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen, wordt het recht op materiële hulp verlengd. Zo kan er aan de vreemdeling die een verklaring tot vrijwillige terugkeer heeft ondertekend, maatschappelijke dienstverlening worden toegekend tot aan het vertrek van de betrokkene (behalve wanneer het uitstel van vertrek enkel aan zichzelf te wijten is) (2).

* indien de asielaanvraag aanvaard werd en de vreemdeling erkend werd als vluchteling, ontvangt hij een BIVR van onbepaalde duur. Hij kan aanspraak maken op het recht op maatschappelijke integratie vanaf de datum waarop hij erkend werd als vluchteling.

* si la demande d'asile est refusée mais la protection subsidiaire est acceptée : l'étranger se voit délivrer un CIRE d'une durée de validité d'un an, prorogable et renouvelable. A l'expiration d'une période de cinq ans à compter de la date d'introduction de la demande d'asile, l'étranger auquel ce statut a été reconnu est admis au séjour pour une durée illimitée.

A la date de reconnaissance du statut de protection subsidiaire, s'ouvre pour l'étranger le droit à l'aide sociale.

III. Les mesures transitoires concernant les anciennes demandes d'asile

1) en ce qui concerne le droit à l'aide sociale

Pour les demandeurs d'asile ayant introduit leur demande d'asile avant le 1^{er} juin 2007, ils continuent à se voir appliquer les règles relatives au droit à l'aide sociale telles qu'elles étaient en vigueur au 31 mai 2007, à l'exception du nouvel article 57^{ter} (3), lequel leur est directement applicable. Dès lors, les demandeurs d'asile qui bénéficient de l'aide sociale - que ce soit sous la forme financière ou sous la forme matérielle - continuent à pouvoir en bénéficier et ce aussi longtemps qu'ils remplissent dans leur chef, toutes les conditions légales pour y prétendre.

Néanmoins un certain nombre de dispositions de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil sont directement applicables aux demandeurs d'asile bénéficiaires de l'aide matérielle, à savoir :

- les dispositions relatives au contenu de l'aide matérielle, en ce compris notamment les droits et obligations des demandeurs d'asile;
- les dispositions relatives à l'organisation de l'Agence;
- le nouvel article 57^{ter}, de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.

2) en ce qui concerne le recours

Le Conseil du Contentieux des Etrangers (CCE) remplace à partir du 1^{er} juin 2007 la Commission permanente de Recours des Réfugiés (CPRR). Le contentieux qui était ouvert devant cette instance a été transféré au CCE, lequel est habilité à le trancher. Par ailleurs, les recours en suspension et en annulation introduits sur la base de l'ancienne procédure d'asile pendants devant le Conseil d'Etat seront tranchés par cette juridiction administrative, mais ces recours sont traités conformément aux dispositions en vigueur à la veille du 1^{er} juin 2007.

IV. Le remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques pour les demandeurs d'asile auxquels une ILA a été désignée.

Lorsqu'une structure communautaire d'accueil, gérée par Fedasil, a été désignée aux demandeurs d'asile, l'Agence assure l'accueil matériel en sa totalité, y compris les frais médicaux et pharmaceutiques.

Par contre, si une initiative locale d'accueil a été désignée, les frais des prestations médicales et pharmaceutiques sont à charge de l'Etat belge soit du budget du SPP Intégration sociale. Ceci vaut aussi bien pour les demandeurs d'asile qui résident dans l'ILA que pour ceux qui résident en dehors de l'ILA mais à laquelle ils ont été désignés.

En conséquence, il n'y a aucun changement en la matière et la circulaire du 22 décembre 2003 reste applicable.

V. La compétence des C.P.A.S.

La règle spécifique concernant la compétence territoriale des C.P.A.S. de l'article 2, § 5 de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les C.P.A.S. devra dorénavant être interprétée à la lumière des dispositions modifiées.

1. Statut de protection temporaire

Pour les personnes bénéficiant d'une protection temporaire dans le cadre de l'afflux massif d'expatriés, le C.P.A.S. désigné en tant que lieu obligatoire d'inscription (code 207 du registre d'attente) demeure, comme auparavant, compétent pour accorder une aide sociale.

* indien de asielaanvraag afgewezen werd en subsidiaire bescherming toegekend werd, krijgt hij een verblijfstitel van één jaar telkens verlengbaar met dezelfde periode (BIVR). Zodra een periode van vijf jaar is verstreken vanaf de indiening van de asielaanvraag wordt de vreemdeling toegelaten tot een verblijf voor onbepaalde duur.

Vanaf de datum van erkenning van het subsidiair beschermingsstatuut heeft de vreemdeling recht op financiële maatschappelijke dienstverlening.

III. De overgangsbepalingen voor de lopende asielaanvragen

1) Wat betreft het recht op maatschappelijke dienstverlening

Voor de asielzoekers die hun asielaanvraag vóór 1 juni 2007 hebben ingediend, blijven de regels betreffende het recht op maatschappelijke dienstverlening van toepassing die golden op 31 mei 2007, met uitzondering van het nieuwe artikel 57^{ter} (3) dat onmiddellijk toepasbaar is. De asielzoekers die genieten van maatschappelijke dienstverlening - in welke vorm dan ook, financiële of materiële - blijven hiervan dus genieten zolang zij aan alle wettelijke voorwaarden voldoen.

Een aantal bepalingen van de opvangwet van 12 januari 2007 zijn wel onmiddellijk toepasbaar voor de asielzoekers die hun aanvraag vóór 1 juni 2007 hebben ingediend en die reeds van materiële steun genieten, met name :

- de bepalingen betreffende de inhoud van de materiële hulp, met inbegrip van de rechten en plichten van de asielzoeker;
- de bepalingen betreffende de organisatie van het Agentschap;
- het nieuwe artikel 57^{ter} van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de O.C.M.W.'s.

2) Wat betreft het beroep

De Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (RVV) vervangt vanaf 1 juni 2007 de Vaste Beroepscommissie voor Vluchtelingen (VBV). De geschillen die aanhangig waren voor de VBV worden doorgezonden naar de RVV die zal beslissen. De beroepen tot schorsing of vernietiging die volgens de oude procedure aanhangig gemaakt zijn en nog lopende zijn voor de Raad van State blijven bij dit administratieve rechtscollege. Zij worden behandeld volgens de bepalingen die golden op 30 mei 2007.

IV. De terugbetaling van medische en farmaceutische kosten voor asielzoekers die aan een LOI zijn toegewezen

Wanneer de asielzoekers worden toegewezen aan een collectieve opvangstructuur beheerd door Fedasil, verzekert dit Agentschap de totale materiële opvang met inbegrip van de medische en farmaceutische kosten.

De kosten voor de medische en farmaceutische verstrekkingen voor asielzoekers die aan een lokaal opvanginitiatief van het O.C.M.W. werden toegewezen zijn ten laste van de Belgische Staat, meer bepaald van het budget van de POD Maatschappelijke Integratie. Dit geldt zowel voor de aan het LOI toegewezen asielzoekers die in het opvanginitiatief verblijven als zij die elders verblijven.

In feite betekent dit dat er geen enkele wijziging is in deze materie en dus blijft de omzendbrief van 22 december 2003 van toepassing.

V. De bevoegdheid van de O.C.M.W.'s

De bijzondere regel betreffende de territoriale bevoegdheid van het O.C.M.W.'s van artikel 2, § 5, van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de O.C.M.W.'s, dient voortaan gelezen te worden in het licht van de gewijzigde bepalingen.

1. Statuut van tijdelijke bescherming

Voor die personen die van de tijdelijke bescherming genieten in het kader van de massale toestroom van ontheemden, blijft zoals voorheen het O.C.M.W. dat is aangewezen als verplichte plaats van inschrijving (de code 207 in het wachtregister) bevoegd om maatschappelijke dienstverlening toe te kennen.

Il s'agit ici plus précisément d'étrangers qui appartiennent aux catégories de personnes désignées par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres dans le cadre de mesures spéciales visant la protection temporaire des personnes ou qui sont autorisés à séjourner dans le Royaume sur la base de l'article 57/30, § 1^{er} ou de l'article 57/34 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

2. Demandeurs d'asile

2.1. Demande d'asile introduite avant le 1^{er} juin 2007

L'ancienne réglementation reste valable pour les demandeurs d'asile qui ont introduit leur demande d'asile le 31 mai 2007 au plus tard. On tiendra toutefois compte des nouvelles instances d'asile.

Les demandeurs d'asile auxquels a été désigné une structure d'accueil au 1^{er} juin 2007 dans laquelle ils bénéficient d'une aide matérielle conservent cette aide matérielle aussi longtemps que leur procédure d'asile est en cours (4).

Les demandeurs d'asile recevables, qui bénéficient d'une aide financière le 1^{er} juin 2007 accordée par un C.P.A.S. qui leur a été désigné comme lieu obligatoire d'inscription (code 207 du registre d'attente), maintiennent leur droit à l'aide financière de ce C.P.A.S.

Nonobstant le maintien de la désignation de ce C.P.A.S. comme lieu obligatoire d'inscription, la compétence territoriale de ce C.P.A.S. prend fin lorsque la procédure d'asile se termine en raison de l'expiration du délai de recours contre une décision du Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides ou de la Commission permanente de Recours des Réfugiés ou du Conseil du Contentieux des Etrangers au cas où aucune demande de recours n'aurait été introduite, ou à la suite de l'ordonnance de non-admissibilité ou de l'arrêt de rejet du Conseil d'Etat en conséquence du recours contre un arrêt du Conseil du Contentieux des Etrangers ou contre une décision du Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides ou de la Commission permanente de Recours des Réfugiés.

Lorsque le C.P.A.S. du lieu obligatoire d'inscription n'est plus compétent, c'est le C.P.A.S. du lieu de la résidence habituelle du demandeur d'asile qui, en application de la règle générale de compétence, devient compétent pour accorder une aide conformément aux dispositions légales. Si la demande d'asile est rejetée et que la personne concernée séjourne illégalement sur le territoire, l'aide sociale sera limitée aux soins médicaux urgents.

2.2. Demande d'asile introduite à partir du 1^{er} juin 2007

Pour les demandeurs d'asile, qui ont introduit une demande d'asile à partir du 1^{er} juin 2007, une structure d'accueil leur est en principe désignée, dans laquelle ils bénéficient d'une aide matérielle, et ce, pour toute la durée de leur procédure d'asile. Dans ce cas, aucune aide sociale accordée par le C.P.A.S. n'est requise (5).

Et il n'est donc pas nécessaire de désigner un C.P.A.S. territoriale-ment compétent.

Quand la désignation de la structure d'accueil, où la personne concernée reçoit une aide matérielle, prend fin conformément aux dispositions de la loi du 12 janvier 2007 relative à l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers (6), c'est le C.P.A.S. du lieu de la résidence habituelle du demandeur d'asile qui devient, en application de la règle générale de compétence, compétent pour accorder une aide conformément aux dispositions légales. Si la demande d'asile est rejetée et que la personne concernée séjourne illégalement sur le territoire, l'aide sociale sera limitée aux soins médicaux urgents.

Dans certaines circonstances particulières, Fedasil peut toutefois décider de ne pas désigner une structure d'accueil pour un demandeur d'asile pendant la durée de la procédure d'asile ou même d'abolir un lieu obligatoire d'inscription préalablement désigné.

Dans ce cas, c'est le C.P.A.S. du lieu de la résidence habituelle du demandeur d'asile qui, en application de la règle générale de compétence, devient compétent pour accorder une aide conformément aux dispositions légales.

Meer bepaald gaat het hier om vreemdelingen die behoren tot de categorieën van personen die bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad zijn aangewezen in het kader van bijzondere maatregelen met het oog op de tijdelijke bescherming van personen of die gemachtigd zijn tot een verblijf in het Rijk op grond van artikel 57/30, § 1, of artikel 57/34 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

2. Asielzoekers

2.1. Asielaanvraag ingediend vóór 1 juni 2007

Voor de asielzoekers die uiterlijk op 31 mei 2007 een asielaanvraag hebben ingediend blijft de oude regeling nog van kracht, weliswaar rekening houdend met de nieuwe asielinstanties.

De asielzoekers die op 1 juni 2007 zijn toegewezen aan een opvangstructuur waar zij materiële hulp krijgen, behouden daar die materiële hulp zolang hun asielprocedure loopt (4).

De ontvankelijk verklaarde asielzoekers die op 1 juni 2007 financiële steun krijgen van een O.C.M.W. dat hun werd toegewezen als verplichte plaats van inschrijving (de code 207 in het wachtregister), behouden hun recht op financiële steun van dit O.C.M.W.

Niettegenstaande het behoud van de aanduiding van dit O.C.M.W. als verplichte plaats van inschrijving houdt de territoriale bevoegdheid van dit O.C.M.W. op wanneer de asielprocedure beëindigd is door het verstrijken van de beroepstermijn tegen een beslissing van het Commissariaat-generaal voor Vluchtelingen en Staatlozen, van de Vaste Beroepscommissie voor Vluchtelingen of van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen ingeval geen beroep wordt ingediend, of ingevolge de beschikking van niet-toelaatbaarheid of het arrest tot verwerping van de Raad van State ingevolge het beroep tegen een arrest van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen of tegen een beslissing van het Commissariaat-generaal voor Vluchtelingen en Staatlozen of van de Vaste Beroepscommissie voor Vluchtelingen.

Wanneer het O.C.M.W. van de verplichte plaats van inschrijving niet meer bevoegd is, wordt in toepassing van de algemene bevoegdheidsregel het O.C.M.W. van de gewoontelijke verblijfplaats van de steunaanvrager bevoegd om steun te verlenen overeenkomstig de wettelijke bepalingen. Indien de asielaanvraag werd afgewezen en betrokkene illegaal op het grondgebied verblijft, zal de maatschappelijke dienstverlening beperkt zijn tot de dringende medische hulp.

2.2. Asielaanvraag ingediend vanaf 1 juni 2007

De asielzoekers die een asielaanvraag hebben ingediend vanaf 1 juni 2007 worden in principe voor de gehele duur van hun asielprocedure toegewezen aan een opvangstructuur, waar zij materiële hulp krijgen. Er is in dat geval geen maatschappelijke dienstverlening door het O.C.M.W. vereist (5).

Er dient dan ook in dit geval geen territoriaal bevoegd O.C.M.W. aangewezen te worden.

Wanneer de toewijzing aan de opvangstructuur, waar betrokkene materiële hulp krijgt, ten einde is conform de bepalingen van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen (6), wordt in toepassing van de algemene bevoegdheidsregel het O.C.M.W. van de gewoontelijke verblijfplaats van de steunaanvrager bevoegd om steun te verlenen overeenkomstig de wettelijke bepalingen. Indien de asielaanvraag werd afgewezen en betrokkene illegaal op het grondgebied verblijft, zal de maatschappelijke dienstverlening beperkt zijn tot de dringende medische hulp.

In bijzondere omstandigheden kan Fedasil evenwel beslissen om een asielzoeker tijdens de asielprocedure niet toe te wijzen aan een opvangstructuur of om een eerder toegewezen verplichte plaats van inschrijving op te heffen.

In dit geval wordt in toepassing van de algemene bevoegdheidsregel het O.C.M.W. van de gewoontelijke verblijfplaats van de steunaanvrager bevoegd om steun te verlenen overeenkomstig de wettelijke bepalingen.

VI. Informations complémentaires

L'exécution de la réforme de la procédure d'asile et de l'accueil des demandeurs d'asile est répartie sur trois administrations.

Davantage d'informations ?

En ce qui concerne la procédure d'asile en elle-même ?

Consultez - le site web de l'Office des Etrangers : <http://www.dofi.fgov.be>

— le site web du SPP Intérieur : <http://www.ibz.be>

— le portail fédéral : <http://www.belgium.be>

En ce qui concerne l'accueil des demandeurs d'asile dans les structures d'accueil ?

Consultez le site web de l'Agence Fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile : www.fedasil.be

En ce qui concerne le rôle des C.P.A.S. ?

Consultez le site web du SPP Intégration sociale : www.mi-is.be

Le Ministre de l'intégration sociale,
C. DUPONT

Notes

(1) La demande d'asile ne peut être considérée comme rejetée que lorsque la procédure d'asile est définitivement clôturée, c'est-à-dire à l'issue de la phase juridictionnelle devant le CCE et que la procédure en cassation administrative devant le Conseil d'Etat est également clôturée.

(2) A l'article 57, § 2, 2^o, alinéa 6, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale : le délai d' "un mois" disparaît et est remplacé par le délai "fixé à l'article 7, 4^o, de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers".

(3) L'article 57ter, alinéas 1^{er} et 2 (lequel devient l'article 57ter nouveau) de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale. Cet article énonce : " L'aide sociale n'est pas due par le centre lorsque l'étranger enjoint de s'inscrire en un lieu déterminé en application de l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers bénéfice de l'aide matérielle au sein d'une structure d'accueil chargée de lui assurer l'aide nécessaire pour mener une vie conforme à la dignité humaine. Par dérogation à l'article 57, § 1^{er}, le demandeur d'asile auquel a été désigné comme lieu obligatoire d'inscription en application de l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers, une structure d'accueil gérée par l'Agence ou par un partenaire de celle-ci ne peut obtenir l'aide sociale que dans cette structure d'accueil, conformément à la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers". L'alinéa 3 de cet article a été supprimé.

(4) Conformément au nouvel article 57ter de la loi organique du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale.

(5) Conformément au nouvel article 57ter de la loi organique du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale.

(6) Les éventuelles questions à ce sujet peuvent être adressées à Fedasil.

VI. Bijkomende informatie

De uitvoering van de hervorming van de asielpprocedure en van de hervorming van de opvang van de asielzoekers is verdeeld over drie administraties.

Op zoek naar meer gedetailleerde informatie ?

Met betrekking tot de asielpprocedure op zich ?

— raadpleeg de website van de Dienst Vreemdelingenzaken : <http://www.dofi.fgov.be>

— raadpleeg de website van de FOD Binnenlandse Zaken : <http://www.ibz.be>

— raadpleeg de federale portaalsite : <http://www.belgium.be>

Met betrekking tot de opvang van de asielzoekers in opvangstructuren ?

Raadpleeg de website van het Federaal Agentschap voor de opvang van asielzoekers : www.fedasil.be

Met betrekking tot de rol van de O.C.M.W.'s ?

Raadpleeg de website van de POD Maatschappelijke Integratie : www.mi-is.be

De Minister van Maatschappelijke Integratie,
C. DUPONT

Nota's

(1) De asielaanvraag kan enkel als afgewezen worden beschouwd wanneer de asielpprocedure definitief is afgesloten, meer bepaald na afloop van de jurisdictionele fase voor de RVV en bij het beëindigen van het administratief cassatieberoep voor de Raad van State.

(2) Artikel 57, § 2, 2^o, zesde lid, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn : de termijn van één maand verdwijnt en wordt vervangen door "de termijn welke door artikel 7, 4^o, van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen" wordt bepaald.

(3) Artikel 57ter, eerste en tweede lid (welke het nieuwe artikel 57ter wordt) van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. Dit artikel stelt : "De maatschappelijke dienstverlening is niet door het centrum verschuldigd indien een vreemdeling die gehouden is zich in te schrijven in een bepaalde plaats overeenkomstig artikel 11, § 1 van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen, materiële hulp ontvangt van een opvangstructuur die belast is met het verlenen van de noodzakelijke dienstverlening om een menswaardig leven te kunnen leiden. In afwijking van artikel 57, § 1 kan een asielzoeker aan wie in toepassing van artikel 11, § 1 van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen als verplichte plaats van inschrijving een opvangstructuur is aangewezen die beheerd wordt door het Agentschap of één van zijn partners, slechts in deze opvangstructuur gebruik maken van de maatschappelijke dienstverlening overeenkomstig de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen". Het derde lid van dit artikel wordt opgeheven.

(4) Op grond van het gewijzigde artikel 57ter van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

(5) Op grond van het gewijzigde artikel 57ter van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

(6) Vragen hieromtrent kunnen gericht worden aan Fedasil.